

Manifeste contre le terrorisme islamiste

Chems-eddine HAFIZ

Recteur de la Grande Mosquée de Paris

LES DÉJEUNERS DE L'INSTITUT DIDEROT

Manifeste contre le terrorisme islamiste

Chems-eddine HAFIZ

Recteur de la Grande Mosquée de Paris

OCTOBRE 2021

Sommaire

Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 5

Manifeste contre
le terrorisme islamiste

Chems-eddine HAFIZ

p. 13

Questions de la salle

p. 39

Les publications
de l'Institut Diderot

p. 64

Avant-propos

On regrette souvent que nos compatriotes musulmans ne se dressent pas davantage contre l'islamisme. Voilà un reproche qu'on ne peut pas faire à Chems-eddine Hafiz, Recteur de la Grande Mosquée de Paris ! Il a publié récemment un courageux *Manifeste contre le terrorisme islamiste*, sous-titré « *Écoutez-moi !* » (Éditions Érick Bonnier, 2021). Il ne s'y contentait pas de prendre la défense d'un islam tolérant et pacifique, ni de déplorer que les musulmans soient exposés « à une double intimidation : l'extrémisme musulman et la haine antimusulmane ». Il s'attaquait de front au « terrorisme islamiste », dont il est convaincu, comme beaucoup d'entre nous, que c'est « un danger pour la République ».

Il faut dire qu'il sait de quoi il parle. Il est né à Alger, en 1954, où il fut « élevé dans des valeurs de respect de l'altérité, de générosité, d'ouverture à l'autre ». S'il est entre-temps devenu français « d'adoption, d'adhésion et d'adhérence », comme il dit dans ce même *Manifeste*, sa réflexion n'en fut pas moins nourrie par l'expérience atroce du « terrorisme islamiste aveugle qui a frappé l'Algérie durant la décennie 1990 », au point de faire de ce pays où il est né le « laboratoire de la barbarie ».

Musulman « par conviction, par héritage et par engagement », persuadé que l'islam est « une religion de paix, de concorde et de fraternité », comment pourrait-il accepter qu'on massacre au nom d'Allah ? C'est pourtant ce qui se passe, et Chems-eddine Hafiz invite à le reconnaître lucidement : « Nous ne pouvons pas, en tant que musulmans, nous confiner dans le discours victimaire et faire mine de ne pas voir que certains de nos coreligionnaires continuent de menacer et de tuer au nom de notre religion. » Ni déni, donc, ni résignation, mais un combat résolu contre « l'islam politique » et le « séparatisme islamiste ». C'est sa façon à lui de refuser l'amalgame (non seulement entre islam et terrorisme, ce qui est banal, mais entre islam et islamisme, ce qui l'est moins) et de séparer la politique de la religion, la loi de Dieu et la loi des hommes (autrement dit d'être laïc). « L'islamisme n'est pas l'islam », insiste-t-il : « ce n'est pas une religion mais une idéologie politique », qui est devenue « l'anti-chambre du terrorisme ». Pas question de pactiser avec lui ! « Il est temps de comprendre une fois pour toutes que la cohabitation avec l'islam politique est impossible et qu'elle est même dangereuse. » Et d'enfoncer le clou : « Chercher à s'accommoder de l'islam politique, c'est s'exposer irrémédiablement au terrorisme ».

Ces propos vigoureux n'ont pas eu, lorsque le *Manifeste* parut, tout le retentissement qu'on pouvait souhaiter. Aussi avons-nous invité le Recteur Hafiz à l'Institut Diderot, pour lui permettre de les résumer et pour leur donner, à la mesure de nos moyens, un écho renouvelé. Nous le remercions vivement de nous avoir fait l'hon-

neur d'accepter. On verra que notre invité combat sur deux fronts : contre « le terrorisme qui se réclame de l'islam », tout autant que contre « le racisme antimusulman ». Ces deux combats sont nôtres. On a le droit de critiquer l'islam, pas celui de haïr ou de mépriser en bloc ceux qui s'en réclament. On a le droit d'être musulman en France, pas celui de violer, au nom de l'islam, les lois de la République. Ces évidences, que je me contente de rappeler, n'en sont pas pour tout le monde. Aussi est-il important que le Recteur de la Grande Mosquée de Paris, au poste prestigieux qui est le sien, condamne toute forme de racisme, cela va de soi, mais aussi dénonce les ravages – notamment dans une partie de notre jeunesse – de l'islamisme, où il voit à juste titre une « idéologie mortifère », née « d'une vision à la fois littéraliste, radicale et violente » de l'islam. On ne peut que se réjouir de ce qu'il « ne cesse de marteler combien la laïcité est une chance pour le culte musulman en France », et qu'il affirme avec force que sa religion « est parfaitement compatible avec la lettre et l'esprit de la République et de toutes les démocraties modernes ». Et on ne peut qu'admirer le courage qu'il lui faut – il fut « condamné à mort par un prédicateur » et vit sous protection policière – pour affronter ainsi, jour après jour et à visage découvert, les plus fanatiques de ses coreligionnaires.

J'ai hésité à utiliser ce dernier mot, de peur de déplaire à notre invité. Mais, vérification faite, c'est bien le vocable que lui-même utilise, à juste titre, quand il évoque les islamistes. Car l'islam, aussi multiple et contradictoire

qu'il soit, comme la plupart des religions, reste pourtant commun à tous ceux qui s'en réclament, qu'ils soient partisans d'un « islam des Lumières », comme le Recteur, ou qu'ils aient au contraire, comme les fanatiques qu'il dénonce, « une vision obscurantiste et exclusive » de cette même religion. Lesquels ont raison ? Ce n'est pas à moi de le dire, ni à l'Institut Diderot d'en décider. Il me semble d'ailleurs que la question est mal posée. Une religion est une réalité historique, comme telle complexe, hétérogène et évolutive, point une essence qu'on pourrait isoler ou immobiliser en prétendant que c'est sa forme pure ou authentique.

Voyez le christianisme : religion de paix, de fraternité et d'amour, comme dit M. Hafiz de l'islam, mais dont le Messie ne reconnaît comme frères que ceux qui « écoutent la parole de Dieu » (Lc 8, 21) et déclare fièrement qu'il n'est « pas venu apporter la paix mais le glaive » (Mt 10, 34). Cela donne-t-il raison aux inquisiteurs ou au Concile Vatican II ? Aux guerres de religions, par exemple entre catholiques et protestants, ou à l'œcuménisme ? Le débat exégétique ou essentialiste est sans issue, mais l'histoire a tranché, en l'occurrence dans un sens dont les démocrates, croyants ou non, ne peuvent que se féliciter.

Souhaitons qu'il en aille de même de l'islam, ce qui est d'autant plus possible et nécessaire qu'il n'y a pas, dans le monde musulman, de « hiérarchie cléricale » pour trancher le débat. C'est donc à l'histoire de le faire, et à chacun de nous d'y contribuer. La question, de ce

point de vue, est moins de savoir qui a raison, autrement dit qui détient la vérité de l'islam (essentialisme théologique), que de choisir son camp, aussi bien religieux, pour les musulmans, que politique, pour tous. Toute religion révélée, ou prétendue telle, « s'ancre d'abord à un corpus scripturaire », rappelle le Recteur ; mais ce corpus, ajoute-t-il à juste titre, « peut se transformer en une source de lumière ou en une source d'obscurantisme entre les mains des hommes ». D'où l'importance du combat d'idées, qu'on ne saurait abandonner aux seuls croyants et que l'Institut Diderot a vocation d'éclairer.

Les bons sentiments n'y suffiront pas. Que l'islam soit « une religion de paix », ou qu'il le devienne, c'est ce qu'on ne peut que souhaiter, mais qui ne suffira pas à convaincre les djihadistes, ni à les vaincre. Je me méfie de ce qu'on appelle en anglais le *wishful thinking*. Un souhait, même légitime, n'a jamais tenu lieu d'analyse, ni suffi à faire bouger un rapport de force. Or, si on laisse les vœux pieux de côté, le constat dressé par Chems-eddine Hafiz ne laisse pas d'être inquiétant : le « séparatisme islamiste » existe bien, dans notre pays, voire se renforce, multipliant ces « espaces abandonnés » où l'on enseigne « la haine du mécréant » et « la haine de la France » ! À cause de l'activisme des extrémistes musulmans ? Pas seulement ! « Par calcul, par cynisme, par facilité, par lâcheté, un certain nombre d'acteurs représentatifs et d'élus se sont refusés à voir la situation à laquelle nous faisons face aujourd'hui », ce qui a « livré une partie de notre jeunesse aux recruteurs islamistes ou au monde de la délinquance, voire, depuis, quelques

années, aux deux. » D'autres, par racisme antimusulman, accentuent le phénomène qu'ils dénoncent, jetant les jeunes musulmans « dans les bras des islamistes ». La situation, ces dernières années, s'est nettement dégradée, étendant peu à peu ce que de précédents intervenants, dans notre Institut, appelaient « les territoires perdus de la République » ou « les territoires conquis de l'islamisme ». Bref, « il y a urgence », « nous sommes en guerre », et Chems-eddine Hafiz, à qui j'emprunte ces deux expressions, ne cache pas qu'il ressent « une peur effroyable » devant ce qui est en train de se passer. Puissent nos élus l'entendre, et la grande masse de nos concitoyens, croyants ou non, le soutenir !

André Comte-Sponville
Directeur général de l'Institut Diderot

Manifeste contre le terrorisme islamiste

Dans l'introduction du *Manifeste contre le terrorisme islamiste* publié en septembre dernier, je posais la question suivante : « L'islam engendre-t-il la violence ? » Cette question hante de nombreux débats publics et médiatiques à l'horizon de la prochaine échéance électorale.

Elle angoisse beaucoup de nos concitoyens. Je le sais. Je le comprends.

Cette question, je le dis également, heurte profondément la sensibilité des musulmans de France.

Dès le premier jour de mon élection à la tête de la Grande Mosquée de Paris, le 11 janvier 2020, je l'ai posée aux 160 imams de l'institution, ainsi qu'à moi-même.

Ensemble, nous avons décidé d'y répondre.

Très vite, nous avons publié *Les 20 recommandations pour prévenir la radicalisation*.

Nous nous sommes réunis. Nous nous sommes mis d'accord sur une chose : il n'y aura pas de questions taboues pour la Grande Mosquée de Paris et pour ses imams.

Dans la continuité de cette action, nous avons participé à l'élaboration de la « Charte des principes pour l'islam de France », adoptée et signée par plusieurs fédérations musulmanes le 18 janvier 2021 à l'Élysée ¹.

Puis nous avons imaginé *Le Manifeste contre le terrorisme islamiste* et l'avons volontairement publié au moment symbolique du vingtième anniversaire du 11 septembre.

Au cœur de ce livre, qui déconstruit les liens présumés entre l'islam et la violence, figure une volonté centrale à la mission que je me donne en tant que représentant du culte musulman, et que je vous propose de poursuivre en filigrane de mon intervention :

- premièrement, expliquer que l'islam n'est pas l'islamisme ;
- deuxièmement, faire aussi comprendre que l'islamisme se conforte avec tous les extrémismes, car chacun de ces extrêmes cherche à exclure les musulmans de la sphère citoyenne.

Pareille volonté de clarification est nécessaire. Elle est la part du problème que je prends à mon compte, en tant que musulman et en tant que recteur de la Grande Mosquée de Paris.

1. <https://www.mosqueedeparis.net/charte-des-principes-pour-lislam-de-france>

Pour l'accomplir, il nous faut désarticuler les interprétations erronées de l'islamisme, qui servent à façonner un discours vindicatif contre notre société et à justifier qu'on la réprime avec violence.

Il nous faut trouver les moyens d'exprimer à tous que l'islam est une religion pacifique, ouverte et humaniste, capable de s'épanouir partout où elle se trouve et en parfaite tolérance avec tout ce qui n'est pas elle.

Il nous faut enfin nous battre pour que les musulmans soient heureux de vivre en France et qu'ils soient heureux de ne ressentir aucune opposition entre leur conviction religieuse et leur appartenance à la société et à la nation.

I. ISLAMISME ET ISLAM

Si je me tourne résolument vers le présent et l'avenir, la situation dans laquelle nous nous trouvons a une histoire. Comment en sommes-nous arrivés là ?

Depuis le 11 septembre 2001, le monde perçoit l'islam à travers le prisme du feu et du sang.

La succession d'attentats toujours plus ignobles nous a assommés et laissés sans voix.

Que dire, en effet, à cette épouse d'un pompier de New-York ou à cet enfant de Samuel Paty, tous deux assassinés par des hommes clamant « Dieu est grand » ?

Reconnaître que ces hommes ont tué au nom d'une religion et d'un prophète qui me sont si chers est chose pénible.

Mais avouons-le : ces crimes sont le fruit vicié d'une pensée extrémiste parvenue à s'imposer et à se prétendre porte-étendard de l'islam authentique.

Même si nous sommes une écrasante majorité de musulmans à désavouer la haine et la violence, que nous sommes nombreux à refuser l'extrémisme, nous restons inaudibles et n'avons certainement pas su mener des actions suffisantes et concrètes pour nous en démarquer.

Aussi, année après année s'est installée une réelle inaptitude à identifier l'islamisme, dans l'espace citoyen comme dans les milieux *a priori* avisés.

Il est temps d'y remédier et d'approfondir le débat.

S'il fallait le définir, je dirais que l'islamisme est le produit d'une vision à la fois littéraliste, radicale et violente.

Le danger de l'islamisme réside dans son habilité à dévoyer les textes religieux, à en proposer une vision obscurantiste et exclusive, à transformer la foi en d'autres sentiments négatifs, pour construire un projet politique.

Ce faisant, il conduit à la haine et à la légitimation de la violence contre tout ce qui s'en écarte.

Le mécanisme du discours islamiste est simple.

Il s'adresse au musulman, en France comme ailleurs, en lui disant :

« Tu es exclu par la société parce que tu es musulman, tu es égaré dans ce monde d'égarements, et nous savons comment le sauver et te sauver ».

Bien sûr, la religion musulmane, comme les autres monothéismes, s'ancre d'abord à un corpus scripturaire qui peut se transformer en une source de lumière ou en une source d'obscurantisme entre les mains des hommes.

Le Coran s'adresse à des êtres humains doués des meilleures intentions comme des pires.

Mais l'islamisme n'est pas une religion.

Il est une idéologie politique qui amène de jeunes gens, notamment, à croire que l'islam serait une religion de guerre, qui les inciterait à tuer leur prochain et à se tuer eux-mêmes.

Je comprends que l'islamisme ne soit pas simple à distinguer, car il ment, il manipule les textes religieux, il neutralise les références éclairées issues de la matrice musulmane.

Il impose son propre vocabulaire, ses propres définitions et ses propres normes.

De nombreuses notions religieuses ont été dévoyées à dessein, telles que le *djihad*, dont la racine du mot renvoie à la notion d'effort intime et personnel.

Oui, en islam, il existe des textes du VII^e siècle qui abordent clairement les conflits armés impliquant des musulmans.

Cependant les extrémistes ont tendance à les extraire de leur contexte afin de les généraliser et de justifier une guerre globale contre les non-musulmans.

D'autres éléments ont été construits et érigés en notions supérieures, servant à instrumentaliser les fidèles musulmans.

Avec les imams de la Grande Mosquée de Paris, nous avons organisé un séminaire sur ce que les islamistes appellent « *Al-wala wa-l-bara* », l'« alliance et le désaveu ».

Portée par des cheikhs des pays du Golfe, comme cheikh Fawzan – véritable star jusque dans nos quartiers – cette notion consiste à vivre en complète autarcie.

Elle dit à nos jeunes que regarder un non-musulman dans les yeux ou relever un non-musulman qui chute dans la rue est passible d'« excommunication ».

De telles idées ont pu être diffusées partout dans le monde à coup de moyens humains, financiers et techniques colossaux.

L'islamisme n'est pas un accident.

C'est une stratégie menée par des pays et des mouvements qui veulent imposer leurs visions dévoyées de l'islam aux sociétés.

Le mariage stratégique entre les États-Unis, qui construisent leur stratégie avec les pays musulmans sous le prisme du pétrole et de la sécurité, et l'Arabie Saoudite, y est pour beaucoup.

La menace est globale.

Le terrorisme, rappelons-le, a fauché des centaines de milliers de personnes dans les pays musulmans.

En octobre 2020, je disais au président de la République, Monsieur Emmanuel Macron, que je ne voulais pas revivre le cauchemar de la décennie noire en Algérie.

On venait de décapiter un enseignant sur le sol français. Trente ans auparavant, en Algérie, le terrorisme islamiste avait bien commencé par décapiter des professeurs, des intellectuels, des policiers, des magistrats.

Notre principale préoccupation est la suivante : le phénomène djihadiste gagne notre jeunesse qui puise ses informations, et construit ses certitudes, à partir d'émetteurs douteux.

Nous devons lui éviter les mauvaises rencontres

virtuelles et réelles, celles qui présentent la vie terrestre comme une épreuve de souffrance indispensable à une vie heureuse dans l'au-delà.

Nous devons lui fournir la connaissance et des perspectives à la hauteur de ses rêves.

Pour cette jeunesse, et pour contrer l'islam politique, ma mission – ma part de responsabilité – en tant que représentant religieux, est de montrer aux musulmans et à l'ensemble de nos concitoyens, que l'islam est une religion de paix qui apprend l'éthique, l'altruisme, la sérénité et la maîtrise de soi.

« Les serviteurs du Tout Miséricordieux sont ceux qui marchent humblement sur terre [et] qui, lorsque les ignorants s'adressent à eux, disent : "Paix", "Salam" » nous dit le Coran.

Je suis né en Algérie où mes parents, croyants et pratiquants, m'ont enseigné la tolérance et l'acceptation de l'Autre, de la différence.

Ils m'ont enseigné la sacralité de l'intégrité physique et le respect de l'espèce humaine.

L'islam reconnaît la diversité des êtres. Mieux, il les exhorte de se rencontrer.

Tant de préceptes directeurs sont aujourd'hui méconnus. Dans mon livre, j'ose par exemple dire, avec une entière conviction, que la femme est l'avenir de l'islam.

Les courants extrémistes creusent certaines traditions culturelles et trient parmi l'héritage prophétique pour accentuer l'infantilisation et la diabolisation de la femme. Ils taisent que l'islam a fait de la femme un « sujet de droit », qu'il considère l'égalité spirituelle des hommes et des femmes, ou que le premier être humain à avoir embrassé la religion musulmane est une femme : Khadidja, épouse du Prophète Mohammed, qui dirigeait par ailleurs une grande société de négoce.

Je regrette que les extrémistes aient fait de l'islam une religion de laideur.

Pour cette raison, je me réjouis à l'idée que chaque visiteur de la Grande Mosquée de Paris puisse s'émerveiller du raffinement de son architecture et de ses jardins, inspiré par des siècles de recherche esthétique.

Je regrette que l'islam soit vu comme une religion de contrainte et de contrôle.

L'islam n'est pas une religion de voyeurisme.

L'islam est une école de l'humilité, une méthode de travail sur soi-même, d'effort et de doute, de perfectionnement intérieur, de recherche d'un équilibre.

Il dit à l'homme que le bon comportement, dans chaque geste et chaque parole, non seulement le relie à Dieu, mais sert à mieux vivre avec toutes ses créatures, avec autrui, sans lui imposer quoi que ce soit.

On dit que la foi d'un musulman est complète lorsqu'il parvient à aimer pour son frère ce qu'il aime pour lui-même.

Et, finalement, l'islam enseigne un droit fondamental pour la vie en société : la liberté de conscience.

« *Si ton Seigneur l'avait voulu* » nous dit le Coran, « *tous ceux qui sont sur terre auraient cru. Est-ce à toi de contraindre les gens à devenir croyants?* » (Sourate X, verset 99)

C'est ainsi que chaque musulman devrait vivre son islam : en toute liberté.

Tous ces enseignements fondamentaux font de l'islam une religion d'éveil sur le monde qui s'est épanouie dans des contextes historiques très différents.

A contrario de ce que nous laissent croire les circonstances actuelles, je pense que la France est la terre où s'opérera la revivification de l'islam, débarrassé de tout fanatisme et de tout extrémisme.

II. ISLAMISME ET RÉPUBLIQUE

Si j'entrevois une issue française à des problèmes qui ne le sont pas seulement, c'est d'abord en raison de la liberté de culte garantie par notre République.

Je ne cesse de marteler combien la laïcité est une chance pour le culte musulman en France.

C'est pour cette liberté que la République s'est battue, et c'est au nom de cette liberté que le culte musulman a pu s'asseoir à la table de la République et que les musulmans ont pu bâtir leurs lieux de culte dans notre pays.

En effet, un pays comptant à ce jour 2 500 lieux de culte musulman peut-il être dit véritablement défavorable à l'islam ?

Prive-t-il les musulmans d'exercer leur foi, dignement et sereinement ?

Soyons raisonnables.

Je ne cesse par ailleurs de répéter combien ma religion est parfaitement compatible avec la lettre et l'esprit de la République et de toutes les démocraties modernes.

Cette compatibilité n'est pas de façade.

Elle résulte des héritages du judaïsme et du christianisme qui habitent notre pays depuis des siècles et qui, au regard

d'une histoire, de valeurs et de croyances partagées, habitent également l'islam.

Elle naît aussi et surtout d'une même compréhension de l'universel.

Il n'y a aucune ambiguïté : l'éthique, la liberté de conscience, de culte, la solidarité, l'humilité, l'égalité spirituelle ou encore le droit des femmes sont, entre autres, des fondamentaux de l'islam qui parlent à cet universel.

Par ailleurs, l'islam est une religion de transcendance. Il s'adresse à tous et ne fait aucune distinction entre les êtres humains, si ce n'est par leur piété. Le prophète de l'islam disait : « *je ne suis qu'un homme, comme vous* ». La relation entre un homme et son Créateur est intime. Elle n'a pas d'intercesseur. Elle permet d'inscrire la loi de Dieu et la loi des hommes dans des registres différents.

À cet égard, l'islam enseigne le devoir de préserver la paix et de se soumettre à un pacte de loyauté envers son pays de naissance, d'adoption ou d'accueil, quel qu'il soit.

Nul sur terre ne saurait recommander, légitimer ou incarner une violence commise au nom de l'islam, où qu'il soit.

La société française mérite aujourd'hui un islam véritable et paisible, pratiqué par des musulmans qui sont des citoyens français à part entière.

Tous les jours en France, je constate qu'il est possible de vivre pleinement comme musulman suivant les exigences de sa religion tout en étant en adéquation avec les lois et les règles, mais aussi avec les usages d'une vie moderne.

Les cœurs de plusieurs millions de musulmans battent au rythme du pays, dans tous les rouages de la société.

La crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19, si prompt à renforcer un climat de division et d'angoisse, fut par exemple révélateur de la citoyenneté de la majorité des musulmans de France.

Je me souviens qu'au début de l'épidémie, les milieux fanatisés essayaient d'induire en erreur les musulmans, en déployant une série de contrevérités de nature complotiste et en convoquant des formes de superstitions apocalyptiques.

Avec une rigueur et un devoir de responsabilité irréprochables, les associations gérant les lieux de culte musulman ont pourtant fait face.

Partout où je me suis déplacé en France ces derniers mois, j'ai pu observer cette attitude responsable et ai recolté les témoignages, unanimes en ce sens, des autorités publiques.

Partout où je me suis déplacé, j'ai pu voir à quel point les acteurs associatifs du culte musulman se sont mobilisés pour inventer de nouvelles manières d'accompagner

spirituellement leurs fidèles et pour offrir une aide humanitaire à toutes celles et tous ceux, sans distinction, qui étaient en train de subir les contrecoups économiques de la crise sanitaire.

Ces musulmanes et ces musulmans sont aussi apparus, sur nos chaînes de télévision et de radio, un temps débarrassées de la fièvre des polémiques identitaires, comme des visages parfaitement normaux de notre vie commune.

Toutes ces personnes engagées pour le bien d'autrui exprimaient d'une formidable manière ces valeurs universelles que la République et l'islam ont en partage : l'aspiration à la fraternité et à la solidarité.

Toutes ces personnes démontraient que nos concitoyens de confession musulmane sont partie intégrante de la France et de la communauté nationale, et qu'ils sont là pour rejeter les forces antirépublicaines qui s'attaquent à notre pacte social.

Car, malheureusement, nos concitoyens musulmans sont pris entre les étaux de deux extrémismes.

D'un côté, les islamistes cherchent à faire passer le musulman pour une victime afin de mieux l'isoler du reste de la société.

Ils prônent la désunion et travaillent sur nos fractures pour les amplifier.

Lorsque l'on observe la manière avec laquelle ils ont réussi à diviser des sociétés musulmanes, on peut avoir de sérieuses raisons de s'inquiéter de leur toxicité et de leur capacité à lutter contre les liens entre les musulmans et la société qui est la leur.

Le danger pointe dès lors qu'une religion sort de son lit naturel, de la relation entre l'individu et son créateur, dès lors qu'elle essaie d'organiser la société, d'imposer des règles et des valeurs prétendument supérieures à la démocratie.

Le « séparatisme islamiste », dont a parlé le président de la République Emmanuel Macron, existe.

Certains représentants de l'islam de France – comme certains responsables politiques – sont très souvent dans le déni.

Par calcul, par cynisme, par facilité, par lâcheté, un certain nombre d'acteurs représentatifs et d'élus se sont refusés à voir la situation à laquelle nous faisons face aujourd'hui.

Le séparatisme est une attitude qui amène certains milieux extrémistes, tantôt partisans d'un islam sectaire, tantôt militant pour un islam politique, à refuser les lois de la République et à leur substituer leurs « interprétations » dites religieuses et des « lois coutumières ».

Ce séparatisme est issu d'une idéologie politique.

Il est aussi le résultat d'un processus de ghettoïsation qui s'est progressivement installé en France.

Depuis près de quarante ans, la puissance publique s'est désengagée.

Les services de l'État et certaines collectivités locales ont compensé cet abandon par des « ravalements de façade » et des subventions distribuées à des associations suspectes mais clientèles d'élus locaux.

Les manques et l'irresponsabilité ont livré une partie de notre jeunesse aux recruteurs islamistes ou au monde de la délinquance, voire, depuis quelques années, aux deux.

Dans ces espaces abandonnés, on enseigne la haine du « mécréant », la haine du musulman qui ne dérive pas avec les extrémistes et la haine de la France.

L'heure n'est plus aux demi-mesures et aux arrangements avec la réalité.

Je l'ai dit et je l'ai écrit : il est impossible de s'accommoder de l'islamisme.

Négocier avec l'islamisme, c'est entretenir sa voracité et son sentiment de supériorité.

Il en va ainsi de toute idéologie totalitaire et liberticide.

Cependant, la politisation de l'islam n'est pas une pratique propre aux islamistes.

Il existe chez nos responsables politiques une fâcheuse tendance à traiter l'islam avec la même approche que celle appliquée à d'autres «dossiers».

Les musulmans seraient, aux yeux de certains dirigeants, un « problème » parmi d'autres : les gilets jaunes, les antivax ou les black-blocs.

D'autres personnalités, à l'autre bout de l'échiquier politique, manifestent quant à eux un incroyable mépris à l'égard de ceux qu'ils prétendent défendre comme s'il s'agissait de citoyens de seconde zone incapables de se défendre seuls.

Ainsi, je suis très préoccupé par les éventuels « dégâts collatéraux » que peuvent subir les musulmans de France lors de la lutte contre l'islamisme et par le refus de considérer que l'islam fait partie de l'histoire de la France, une histoire riche, douloureuse, marquée d'injustices, renvoyant souvent les musulmans à ses marges.

Prenons du recul.

Depuis 200 ans, la France vit avec l'islam.

Lors de l'inauguration de la Grande Mosquée de Paris, en 1926, les discours des hiérarques de la République se succédaient pour vanter « la France puissance musulmane ».

Chacun avait alors une mémoire vive et reconnaissante du sacrifice des 100 000 soldats musulmans tombés sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale, pour la sauvegarde de la nation.

Pourtant, certains experts autoproclamés ou avérés, certains pseudo-intellectuels dont je tairais les noms, certains partis et leaders politiques, propagent un discours nauséabond et haineux inspiré par les travaux de quelques orientalistes désuets, grâce auxquels ils ont, depuis plusieurs années, décrété que l'islam serait, par essence, politique et que, de ce fait, il existerait une inséparabilité entre la chose islamique et la chose politique, entre le spirituel et le temporel, et donc entre la pratique de l'islam et l'exercice de la citoyenneté.

Cette idée n'est pas nouvelle.

Elle a forgé l'esprit de la France coloniale où vivait une incompatibilité irrémédiable entre le fait d'être citoyen français et d'être musulman.

Ces sujets français, de seconde zone, étaient ainsi privés de la majeure partie de leurs droits et de leurs libertés, notamment la liberté d'aller et de venir ainsi que le droit de vote et d'éligibilité, et même de jouir du principe de la laïcité – la loi de 1905 n'ayant jamais été appliquée dans les départements français d'Algérie.

Au lendemain des indépendances, beaucoup d'immigrés refusaient la nationalité française, non par rejet ou en

raison d'une incompatibilité supposée entre l'islam et la République, mais tout simplement en raison de ce traumatisme qui s'était forgé dans l'inconscient collectif musulman – surtout algérien – qui laissait croire qu'adopter la citoyenneté française était synonyme *ipso facto* de délaissement de sa culture, de ses traditions et de sa religion.

Cette histoire très complexe, rarement étudiée dans ses moindres recoins et de manière dépassionnée, est désormais l'objet de récupérations politiques, y compris par certains milieux fondamentalistes qui instrumentalisent le passé pour entretenir l'idée d'une impossible séparation entre l'identité politique et les autres éléments constitutifs de l'identité de chaque citoyen, notamment l'appartenance religieuse.

Cette histoire n'a pas manqué d'installer, durant de longues années, une double exclusion : d'une part les musulmans se retrouvaient exclus ou avaient le sentiment d'être exclus de la citoyenneté française – même lorsqu'ils étaient administrativement reconnus comme Français – et, d'autre part, la France observait certains musulmans la rejeter.

Ce sentiment où aucun ne reconnaît l'autre continue de miner les relations entre la France et ses citoyens de confession musulmane.

En 2021, lorsque j'ai rendu hommage aux victimes de la répression aveugle du 17 octobre 1961 à Paris, je n'ai pas hésité à parler de « crime de la colonisation ».

Certains n'ont pas compris, certains m'en ont voulu.

Or, pour l'équilibre et l'avenir de notre jeunesse française, il nous faut regarder l'histoire bien en face.

« *Toute conscience est mémoire* », disait Henri Bergson.

Il nous faut en tout point adopter un discours de responsabilité, afin de pousser chacun à se comporter en citoyen digne et d'exiger, en retour, qu'il soit considéré comme tel.

III. LES DÉFIS D'ORGANISATION DE L'ISLAM DE FRANCE

L'heure est en effet à la responsabilité.

Nous, musulmans, devons prendre notre part de responsabilité.

Nous n'avons pas suffisamment accompli d'actions concrètes pour nous démarquer de l'islamisme.

Nous ne devons plus nous suffire de célébrer le culte, de guider la prière et de gérer nos mosquées.

Dans les mosquées, nous devons faire le travail.

Il appartient d'abord aux imams de porter un discours religieux qui vient contrecarrer l'instrumentalisation

politique des groupuscules extrémistes

Ils doivent être présents partout où se diffuse un discours haineux contre la France, la police, les juifs, les journalistes, les intellectuels, mais aussi contre les musulmans qui œuvrent pour le respect des lois et, parmi eux, les imams qui font la promotion d'un islam du juste milieu.

La formation des imams est par conséquent un enjeu essentiel.

Dès que je suis arrivé à la tête de la Grande Mosquée de Paris, j'ai réorganisé son institut Al-Ghazali de formation des imams et des aumôniers, qui existe depuis 1993.

Nous avons redéfini les programmes pour les rendre plus opérants et mieux adaptés aux réalités de la société.

Nous avons ouvert cinq annexes à travers la France.

La tâche est ardue.

Je pense qu'il nous faudra dix ans, voire plus, pour bénéficier d'un réseau d'imams bel et bien formés en France.

À des époques différentes, les autorités françaises ont passé des accords avec trois pays – l'Algérie, le Maroc et la Turquie – pour l'envoi d'imams détachés de ces États. L'État algérien met ainsi 120 imams à la disposition de la Grande Mosquée de Paris depuis 1981.

Ces imams sont fonctionnaires du ministère des Affaires religieuses algérien et sont triés sur le volet selon leurs connaissances et leur expérience, avec l'aval de la France. Je sais que l'opinion publique française ne comprend pas que les imams de France viennent de l'étranger.

Mais ce sont eux qui comblent les manques, et c'est avec eux que j'ai entrepris le travail de prévention de la radicalisation.

Sans eux, le terrain est occupé par des imams autoproclamés, parmi lesquels on trouve l'ensemble des imams condamnés ou expulsés de France pour atteinte à l'ordre public, en raison de discours violents et de prosélytisme agressif.

Dans le même sens, plusieurs fédérations, dont celle de la Grande Mosquée de Paris, et des personnalités « indépendantes », ont créé le Conseil National des Imams le 21 novembre 2021, jour où nous avons réuni 400 imams et mourchidates (les savantes de notre religion) pour des premières Assises des imams de France.

Ce Conseil National des Imams permettra d'aider la formation des imams, de donner à ces derniers un véritable statut et un plan de carrière, et de trouver comment financer leurs postes au sein des mosquées.

L'instance collégiale, constituée de femmes et d'hommes légitimes de par leur expérience et leur savoir, travaillera à l'adaptation du discours religieux aux réalités de la

société française, à contre-courant du discours islamiste. Le chantier concerne aussi les aumôniers musulmans, qui accomplissent un travail très important, à la source des difficultés, dans les hôpitaux, l'armée et les prisons.

La rénovation plus efficiente de la représentation nationale du culte musulman, débarrassée de logiques de pouvoir sclérosantes et reconnectée à la base des musulmans de France, est donc amorcée.

Nous devons agir sur bien d'autres terrains encore.

La recherche de financement pour les mosquées de France, qui en manquent cruellement, contre l'immixtion de financements étrangers liés aux islamistes, est un préalable.

La promotion des dimensions culturelles et caritatives de la religion musulmane est aussi incontournable pour remplacer les réseaux et les militants islamistes sur ces terrains qu'ils occupent depuis longtemps et avec force.

IV. CONCLUSION

On se pose beaucoup de questions, en France, sur la religion musulmane.

Nous, musulmans de France, devons multiplier les actions, et les incarner, pour faire connaître l'islam comme une religion d'amour et non comme une idéologie mortifère cherchant à s'imposer aux autres. C'est notre part de responsabilité.

Les ravages de l'extrémisme et de l'instrumentalisation de la belle religion que je défends nous font souffrir. Mais ceux qui refusent le dévoiement du message islamique sauront toujours trouver les ressources nécessaires pour barrer la route à ce qui est de nature à fracturer leur société. Il n'y a aucune fatalité. Mais il y a urgence. La France nous regarde. Le monde musulman, aussi, nous observe.

Des solutions fortes doivent être engagées pour remédier aux deux grandes idées reçues qui s'affrontent et se nourrissent l'une et l'autre :

- l'idée d'une France cruelle et répressive qui malmènerait ses enfants musulmans ;
- et l'idée d'un islam qui n'aurait pas sa place sur le territoire de la République et de la majorité de musulmans français qui agirait chaque jour contre la République et qui ne se mobiliserait pas chaque fois qu'elle est en danger.

Je ne veux pas d'un avenir où se creusent ces conceptions erronées. C'est la raison pour laquelle je résume souvent ma mission de recteur de la Grande Mosquée de Paris, à un chemin de crête :

- d'un côté, condamner le terrorisme qui se réclame de l'islam, prévenir la radicalisation chez les plus jeunes ;
- de l'autre, lutter contre le racisme antimusulman et, surtout, faire œuvre de pédagogie pour expliquer l'islam, à qui le désire ou s'interroge.

Bien des situations amènent en moi un sentiment de révolte légitime. Je ne pourrai jamais accepter ce qui concourt à rejeter nos concitoyens parce que musulmans. Mais je dis à mes coreligionnaires et à l'ensemble des Français : nous avons de quoi nous exprimer, agir individuellement et collectivement, pour faire front, pour faire unité, et pour, demain, ré-enchanter la République.

Questions de la salle

Sophie Fiszman² : *Je voudrais vous poser deux questions. La première concerne les cérémonies en hommage à Samuel Paty où l'on a vu un nombre assez important d'élèves refuser, plus ou moins violemment, de respecter la minute de silence. L'Éducation nationale a convoqué les familles de ces élèves et, à sa grande surprise, celles-ci se rangeaient pleinement du côté de leurs enfants et soutenaient leurs propos. J'aimerais savoir ce que vous faites vis-à-vis de ces familles, qui ne sont probablement pas des familles d'islamistes : qu'est-ce que vous pouvez faire, vous et vos imams, dans cette situation ? Ma deuxième question est la suivante : lorsqu'on se rend compte que, dans des mosquées, des imams tiennent des propos islamistes, pourquoi est-ce à la République française de fermer ces mosquées ? Pourquoi est-ce que ce ne sont pas plutôt des imams modérés, comme vous, qui font fermer ces mosquées islamistes ? Cela enverrait, à mon avis, un signal fort aux Français qui ne comprennent pas pourquoi les modérés n'agissent pas vis-à-vis des islamistes.*

2. Administratrice de la MAAF.

Chems-eddine Hafiz : Pour commencer, concernant la commémoration de l'assassinat de Samuel Paty, vous parlez d'un « nombre assez important » de personnes récalcitrantes. En toute honnêteté, je ne sais pas exactement combien d'élèves sont concernés, mais je crois qu'il s'agit de 98 ou 100 élèves sur toute la France. Je ne souhaite en rien minimiser ces comportements, mais il faut tout de même resituer ce chiffre par rapport à l'ensemble des enfants scolarisés dans l'Éducation nationale, c'est-à-dire plus de 12 millions d'enfants cette année. Comme vous le savez, hélas, lors de ce type d'événements, comme lors des attentats de Charlie Hebdo ou de l'Hyper Cacher par exemple, nous avons toujours des réactions de ce genre, et qui sont parfois difficiles à décrypter. Dans l'immédiat, je crains qu'il n'y ait pas grand-chose à faire vis-à-vis de ces cas-là, mais nous tentons de faire œuvre de pédagogie, nous essayons d'expliquer... Vous dites qu'il ne s'agit pas de familles islamistes : à dire vrai, nous n'en savons rien ; une famille normale, normalement constituée, à mon avis, ne pourrait pas donner ce genre d'éducation à ses enfants. Je note avec vous, et j'en suis extrêmement triste, que cela peut concerner des familles musulmanes et qu'il faut qu'on trouve des solutions. C'est précisément pour cela que je m'exprime, et essaie de m'exprimer le plus fort possible. Nous obtenons des résultats, mais il existe aussi, hélas, des poches de résistances. Il y a des actions venues de milieux extrémistes, extrêmement offensifs, qui posent des problèmes sur lesquels il nous faut travailler. Par exemple, aujourd'hui, il y a des personnes qui soulèvent la question suivante : est-ce que Samuel Paty devait

communiquer des caricatures du prophète? Moi, je me suis clairement exprimé sur le sujet en rappelant que la caricature et la satire font partie de l'ADN français. Je me suis beaucoup investi depuis la décapitation de Samuel Paty et je sais que beaucoup de musulmans ont suivi le même mouvement puisque la quasi-totalité des mosquées de France a mené des actions à l'occasion de la commémoration de son assassinat.

Quant à votre deuxième question : nous sommes dans un pays républicain et c'est donc aux forces de l'ordre de constater lorsqu'une infraction est commise et de réagir. Déjà, l'année dernière, une mosquée a fermé du fait du comportement d'un imam qui, dans l'affaire de Samuel Paty, avait été signalé par les services de police : la décision a été prise de fermer la mosquée. J'avais alors demandé au ministre de l'Intérieur, M. Darmanin, pourquoi il fallait sanctionner l'ensemble des fidèles de cette mosquée alors qu'il aurait pu prendre la décision de relever l'imam de ses fonctions et le poursuivre éventuellement sur le plan pénal. Fermer une mosquée, c'est tout de même un acte qui concerne plusieurs milliers de fidèles musulmans. Or ce n'est pas parce qu'un imam a tenu des propos scandaleux et complotistes que l'ensemble de ces fidèles doivent être sanctionnés. La particularité du culte musulman, c'est que nous n'avons pas de hiérarchie cléricale. Je n'ai aucun titre, moi, en tant que Recteur de la Grande Mosquée de Paris, pour fermer une autre mosquée. On critique déjà une telle décision lorsqu'elle vient du ministre de l'Intérieur, alors, si elle provenait de moi, en tant que Recteur, cela n'apporterait

absolument rien et générerait encore plus de tensions. En revanche, je crois qu'il faut agir en amont. Car l'une des questions qui se pose, c'est pourquoi ces imams s'expriment de la sorte ? Par exemple, il y a encore quinze jours, deux mosquées ont posé des problèmes : il aurait fallu pouvoir vérifier le profil de leurs imams en amont. C'est précisément pour cette raison que nous voulions créer le Conseil National des Imams : ce conseil a pour objet d'agréeer les imams, de sorte que plus aucun imam ne pourra faire un prêche sans avoir été agréé au préalable par une autorité religieuse. C'est exactement ce qui manque aujourd'hui. Et il faut bien noter que les imams dont on parle ne sont pas des imams détachés. Un imam détaché, je le rappelle, est payé par l'un des trois pays qui bénéficient d'un accord avec la France : la Turquie, qui en possède le plus grand nombre avec 150 imams ; l'Algérie, ensuite, qui en a 120, et le Maroc qui en compte 30. Je ne connais pas la raison de ces chiffres et le Ministère ne m'en a pas donné l'explication. On peut parfaitement comprendre que le citoyen français s'interroge, face à ces imams détachés, et se demande ce qu'est cette religion dont certains imams viennent de l'étranger.

Il nous faut donc aujourd'hui des imams de France. Mais cela requiert du temps, hélas, car il faut mettre en place toute une organisation au préalable. J'évoquais tout à l'heure dix ans au minimum, et je sais de quoi je parle, car je suis à la tête d'un institut de formation d'imams. Par ailleurs, aujourd'hui, quel jeune de 18 ans serait prêt à consacrer sa vie à une religion – car c'est bien un genre

de sacerdoce? Toutes les religions ont actuellement un grave problème de vocation. Mais c'est encore plus difficile pour un jeune français qui voudrait devenir imam : d'abord, il faut qu'il apprenne l'arabe et, actuellement, à l'école publique, il n'y a pas d'apprentissage de la langue arabe. En outre, les instituts de formation d'imams, comme mon institut Al-Ghazali, parce qu'il dispose d'un statut d'association loi 1901, ne pourrait lui fournir aucun statut d'étudiant. Ce jeune ne pourra donc bénéficier d'aucun avantage en tant qu'étudiant, comme la protection sociale par exemple. Heureusement, l'année dernière, j'ai pu signer un accord avec l'Université de la Sorbonne qui fait que, dès qu'un étudiant s'inscrit pour le cursus de formation d'imam, il est inscrit automatiquement à l'Université de la Sorbonne et bénéficie de ce statut d'étudiant. Enfin, après les trois années de sa formation, qui va le recruter? Quel va être son plan de carrière? Dans l'islam, l'imam, selon l'étymologie, est simplement celui qui se met devant pour diriger la prière. Son rôle s'arrête théoriquement là. Bien sûr, la réalité est différente, car, en tant que sachant en matière religieuse, on le consulte lorsqu'on rencontre des difficultés; il y a des fidèles qui viennent voir leurs imams pour leur exposer des problèmes conjugaux ou des soucis de la vie quotidienne. Mais, en aucun cas, l'imam ne peut recevoir une confession. Je rappelle d'ailleurs à nos imams que, s'il y a un crime ou un délit qui leur est révélé au cours d'une discussion, il faut immédiatement saisir le procureur de la République. L'imam n'est pas, comme le prêtre par exemple, un intermédiaire. Un verset coranique rappelle que le fidèle musulman a une relation directe avec son

Créateur. Tous ces éléments font qu'aujourd'hui, malheureusement, il existe des imams autoproclamés (qui se font heureusement souvent attraper et que nous arrivons à mettre hors circuit). Ces questions de formation et de statut des imams se posent très sérieusement et il faut les résoudre dans les années qui viennent pour éviter des discours et des comportements problématiques.

Henri Cukieran³ : *Votre discours et vos actions sont remarquables et j'ai du mal à imaginer qu'il y ait beaucoup d'oppositions ici à ce que vous évoquez. Cependant, j'ai le sentiment qu'un autre défi, beaucoup plus important, concerne le nombre de jeunes, minoritaire, mais significatif, dans les banlieues qui sont sensibles aux discours islamistes : comment arrive-t-on à les faire revenir de ces positions ? Quels sont vos interlocuteurs pour travailler dans cette direction ? Je suis convaincu qu'on ne pourra agir efficacement que s'il y a une forte présence musulmane dans ces interventions auprès de la jeunesse : cela ne peut être imposé par des non-musulmans, ce serait le pire des moyens. Est-ce que vous avez le sentiment d'avoir des interlocuteurs sur ce sujet et de pouvoir avancer ? Existe-t-il un plan d'action qui a une chance de réussir en la matière ou bien n'est-on pas tous involontairement passifs devant ce problème ? J'avais aussi une autre question : en tant que président de la Chambre de commerce France-Israël, je suis très sensible aux questions d'antisémitisme et d'antisionisme.*

3. Président de la Chambre de commerce France-Israël.

L'antisionisme est un élément de discours qui fonctionne remarquablement bien dans les organisations islamistes. Est-ce que des actions peuvent être développées sur ces sujets? Par exemple, avec l'imam Hassen Chalghoumi, nous essayons de monter des voyages en Israël avec des musulmans, ce qu'on n'a pas encore réussi à faire : je pense que ce serait des choses intéressantes à mener pour montrer ce qu'est la réalité d'Israël et aller dans un sens différent de tout un ensemble de fausses images d'Épinal...

Chems-eddine Hafiz : Les jeunes musulmans, je le disais tout à l'heure, sont malheureusement la proie facile des groupes islamistes : il faut effectivement faire un travail dans leur direction. À la Grande Mosquée de Paris, j'ai ainsi lancé des universités populaires, avec le professeur Xavier Emmanuelli, le fondateur du SAMU social. Nous avons aussi organisé des déplacements en banlieue, dans les quartiers dits « difficiles », afin dans un premier temps, de déconstruire le discours des islamistes sur le plan religieux – parce que c'est ça mon rôle central en tant que Recteur de la Grande Mosquée de Paris. Comme je le disais tout à l'heure, les groupuscules islamistes dévoient volontairement les préceptes coraniques. Il faut donc faire un vrai travail auprès de ces jeunes pour leur expliquer la réalité de l'islam. D'un autre côté, il faut aussi souligner que ce sont des citoyens français et il est impératif qu'il y ait des mesures fortes pour qu'ils puissent s'approprier pleinement leur citoyenneté. Aujourd'hui, ils sont exposés à tout un ensemble de discours haineux, et qui viennent des deux côtés. Il faut

être clair sur ce point – et je crois ne pas être le seul à le dire : Éric Zemmour est, *de facto*, un véritable allié des islamistes parce qu'en tenant les discours qu'il tient, il est en train de jeter ces jeunes dans les bras des islamistes. Ce n'est pas vers la Grande Mosquée de Paris que ces jeunes se tournent quand ils entendent autant d'âneries et de haines, qui sont reprises par les médias et se traduisent aujourd'hui dans les sondages... Je dois dire que nous avons une peur effroyable de voir ce qui est en train de se passer...

Concernant l'antisémitisme, c'est une question très importante que vous posez. Les islamistes se sont emparés de cette question, et notamment à travers le problème de la Palestine. On l'a encore bien vu lors des derniers événements, où les médias eux-mêmes mettaient en avant le Hamas contre Israël; aujourd'hui, évidemment, tous ces jeunes sont abreuvés de discours qui leur expliquent que ce seraient « les juifs » qui leur interdiraient leur citoyenneté et empêcheraient les Palestiniens d'être sur leur territoire. Il y a ici un amalgame terrible qu'il faut essayer d'expliquer. Organiser des voyages en Israël, pourquoi pas, mais je crois qu'il faut surtout faire un vrai travail en profondeur. D'abord, il faut revenir sur une chose essentielle, qu'on oublie trop souvent : juifs et musulmans n'ont jamais, depuis le début de l'histoire des religions monothéistes, été des ennemis, tout au contraire. Lorsqu'il y a eu ces derniers événements terribles en Israël, j'ai fait un communiqué dans lequel je soulignais qu'il ne s'agit en aucun cas d'une guerre entre deux religions : il s'agit d'un autre type de conflit,

mais, en tout cas, il est totalement faux de le présenter comme relevant d'une opposition séculaire entre juifs et musulmans. Il faut rappeler aux jeunes musulmans que, dans le Coran, le prophète le plus cité, c'est Moïse. Tous les envoyés et les prophètes des juifs sont repris dans le Coran. Et je le dis très fermement aux jeunes musulmans : lorsque vous insultez un juif, vous vous insultez vous-mêmes, parce que vous êtes aussi des Sémites, vous faites aussi partie de cette grande famille monothéiste qui a commencé avec le judaïsme, puis le christianisme et qui s'est terminée avec l'islam. Malheureusement, il faut faire sur ce sujet de la pédagogie en permanence, parce qu'il y a d'autres groupes qui passent leur temps à monter une communauté contre l'autre. Il faut y veiller et faire très attention, parce que j'entends aussi beaucoup de juifs qui, maintenant, tiennent des discours extrêmement offensifs contre les musulmans. Là encore, malheureusement, il faut travailler des deux côtés et il faut essayer de trouver une position objective. Du côté des musulmans, il y a un grand travail à faire. Je vais vous en donner un exemple : lorsque je me suis installé comme Recteur de la Grande Mosquée de Paris, le président du CRIF est venu me faire une visite officielle de courtoisie, et nous avons pris des photos. Sur les réseaux sociaux, j'ai été immédiatement attaqué comme étant le plus grand traître, l'agent du sionisme international, etc. Chez les juifs, personne n'a fait ce genre de critiques à Francis Kalifat, alors même que, comme c'est lui qui était venu à la mosquée me saluer, on aurait pu considérer que c'était un acte d'allégeance de sa part. Mais il n'y a pas eu de telles critiques. Aujourd'hui je suis sous protection

policière, ce qui n'est pas normal dans une démocratie. J'ai été placé sous protection à cause de la Charte des principes de l'Islam de France dont je suis en grande partie l'auteur et où nous avons essayé de reposer les vraies problématiques.

Tout à l'heure, je vous ai parlé du principe « alliance et désaveu », « *Al-wala' wal-bara'* » en arabe, qui pose des problèmes considérables. Il est extrêmement grave de voir de jeunes français de confession musulmane, qui ne parlent pas un mot d'arabe, qui ne connaissent pas leur religion, pas plus que leurs familles d'ailleurs – car malheureusement bien des musulmans, en France, ne connaissent pas du tout leur religion. Cela est très grave, parce qu'il n'y a pas aujourd'hui d'éducation religieuse en France. Je prends souvent l'exemple d'un petit juif, d'un petit catholique et d'un petit musulman. Le petit juif, quand il naît, on va lui donner un nom, on va lui faire sa circoncision, il va faire sa bar-mitsva à l'âge de 13 ans. Il va pouvoir bénéficier de ce moment de discernement dans sa propre identité : à 13-14 ans, il pourra faire un choix, il pourra devenir rabbin, *loubavitch*, athée, peu importe, mais il le fait avec son propre discernement. Le catholique, c'est la même chose. Le musulman, à partir du moment où l'on lui donne le prénom du Prophète, il n'a plus aucune instruction religieuse. C'est l'une des difficultés dans notre pays : comment peut-on donner les éléments d'une identité réflexive à un jeune français de confession musulmane pour qu'ensuite, lorsqu'il ira sur Internet, il fasse ses recherches avec discernement et avec des instruments qui lui permettent de ne pas

tomber sous le charme des organisations terroristes? C'est cela le vrai danger. Ces jeunes sont en quête d'une identité, ils veulent être français, mais, en même temps, aujourd'hui tout autour d'eux essaie de leur démontrer qu'ils ne sont pas citoyens à part entière. Et c'est cela tout le travail que nous devons faire et c'est pour cela que la question ne concerne pas uniquement les musulmans, mais bien toute la société.

Éric Freysselinard⁴ : *J'ai une question à propos de la laïcité. Monsieur Hafiz, vous avez parlé des attentats qui ont lieu dans les pays musulmans; on pourrait aussi rappeler l'histoire de France et les différents affrontements entre religions, qui n'ont pas attendu les musulmans pour se produire. J'ai parfois aussi le sentiment que la France est un peu la cible du terrorisme islamiste en raison de son poids dans le monde et dans ses anciennes colonies; peut-être un peu plus que d'autres pays, même s'il y a eu aussi des attentats à Vienne par exemple... Mais j'en reviens à ma question sur la laïcité. Est-ce qu'il n'y a pas une méconnaissance, une incompréhension de la part de beaucoup de musulmans, encore plus à l'étranger, sur ce que signifie la notion de laïcité en France, laquelle se veut une laïcité de respect des différentes religions et de neutralité dans l'espace public, alors qu'elle est souvent perçue, de l'extérieur, comme une agression contre les religions? Il est vrai, d'ailleurs, qu'au début du XX^e siècle, les débats en France étaient très durs... Donc, je voulais*

4. Ancien préfet et directeur de l'Institut des Hautes Études du Ministère de l'Intérieur.

vous interroger sur cette notion délicate de la laïcité, parce que je pense que, si elle était mieux comprise, nous progresserions dans la tolérance entre les hommes et les religions.

Chems-eddine Hafiz : Je crois que la laïcité est en réalité très bien connue, même dans les pays en dehors de la France. La laïcité a été surtout mise en accusation lors du discours du Président Macron le 2 octobre 2020 sur le séparatisme islamiste. Mais là, je crois qu'il ne faut pas être naïf : cela ne procède pas d'une méconnaissance, mais de stratégies délibérées. Il est, de ce point de vue, très malheureux que le discours du Président de la République n'ait pas été traduit officiellement en langue arabe, ni en langue anglaise d'ailleurs. Car cela a permis à tout un ensemble de traductions tendancieuses de circuler. Les deux pôles qui ont attaqué le discours du Président Macron étaient, d'un côté, le monde anglo-saxon – je vous invite à relire les articles du *New York Times* et du *Washington Post* à l'époque – et les pays musulmans, de l'autre. Dans les pays musulmans, on a traduit son discours intégralement, et on l'a diffusé à une très large échelle, mais on a joué sur le terme de « séparatisme *islamique* » en mettant à sa place « séparatisme *islamiste* ». Nous avons même reçu des appels où l'on nous disait « mais vous êtes les Ouïgours de France, vous, les musulmans » ! Certains avaient utilisé cette terminologie pour laisser entendre que le Président Macron préparait une loi pour mettre de côté l'ensemble des musulmans de France.

Tout à l'heure, j'ai dit que la laïcité était une chance pour les musulmans, mais j'irai plus loin. Pour moi la laïcité fait partie de notre espace commun à tous : certains ont des religions, certains ont des croyances et d'autres non, mais nous vivons ici, en tant que Français, grâce à la laïcité, qui pour moi constitue notre fraternité humaine. Lorsqu'un citoyen français est mis à mal, quelle que soit sa confession, un autre citoyen français vient à sa rescousse et est à ses côtés. Mais il faut savoir que nous sommes actuellement en guerre et que certains distordent volontairement les discours pour des raisons stratégiques. J'avais fait traduire en langue arabe la charte dont je vous parlais. Et j'ai été condamné à mort par un prédicateur, qui se trouve au fin fond du Maroc, parce qu'il avait fait une traduction où il nous avait traités, nous, signataires de la charte, comme des pédophiles. Ils ont fait des traductions erronées de toutes les phrases pour masquer que, dans cette charte, nous réfutions l'existence de ce que les islamistes présentent comme un racisme d'État. Parce qu'ils sont dans cette logique : c'est, selon eux, au plus haut niveau de l'État qu'on n'aimerait pas les musulmans : il y aurait des lois scélérates faites pour exclure les musulmans. Il faut impérativement combattre tout ce discours. Et lorsqu'on me dit que la langue arabe est un instrument du prosélytisme musulman, je tombe des nues ! Pour combattre ces distorsions et ce prosélytisme, pour permettre à chacun de mieux connaître sa religion, la langue arabe est fondamentale. La langue arabe est la quatrième langue dans le monde aujourd'hui : il faut mettre les moyens pour que les jeunes qui le souhaitent puissent s'appropriier également cette langue. Un verset

coranique déclare : « j'ai révélé au Prophète de l'Islam un Coran en langue arabe ». Celui qui veut aujourd'hui connaître sa religion sérieusement doit apprendre la langue arabe. Comme je l'ai dit au Sénat, je pourrais afficher l'article premier de la loi de 1905 sur le mur de la Grande Mosquée de Paris sans aucun problème : je crois qu'il faut impérativement défendre la laïcité. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous sommes attaqués. Les islamistes considèrent que la laïcité, c'est être athée, c'est exiger qu'on se libère de toute religion pour devenir des citoyens français. Voilà le discours qui est aujourd'hui véhiculé par certains pour combattre la laïcité. C'est pour cela que, quand je dis que la laïcité est une chance pour l'Islam, beaucoup d'Islamistes m'attaquent.

Pierre Joxe ⁵ : *Je tiens à dire, monsieur le Recteur, que j'admire beaucoup ce que vous faites et ce que vous dites : je partage un grand nombre de vos idées et je pense qu'en effet l'ambiguïté du mot «laïcité» (intraduisible en anglais d'ailleurs et dans beaucoup d'autres langues) est à l'origine de beaucoup de malentendus et de difficultés... En revanche, je récuserais l'une de vos propositions, qui consiste à déplorer que l'enseignement des religions, en France, ne fasse pas partie des programmes d'enseignement. Il faut, assurément, qu'on puisse donner un éclairage historique, philosophique et même scientifique (car les sciences arabes ont été une des matrices du*

5. Ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense, ancien Premier président de la Cour des comptes et membre du Conseil Constitutionnel.

développement de l'Europe); mais l'enseignement de la religion à proprement parler doit rester dans le domaine familial ou spécialisé, comme c'est le cas actuellement.

D'autre part, j'ai été très intéressé par l'allusion que vous avez faite quant aux liens qui existent entre le judaïsme, le christianisme et l'islam. Je voudrais vous poser une question sur ce sujet. Depuis quelques années, les études d'histoire et de philosophie des religions se développent beaucoup, précisément, sur les liens qui existent et ont existé entre l'islam et les autres religions abrahamiques. Par parenthèse, le hasard a voulu que, mon père ayant été révoqué par Vichy, j'ai fait toutes mes études primaires à Alger. Pendant 4 ans, j'ai appris à lire, écrire et compter dans une école de la banlieue d'Alger où l'on étudiait même l'arabe, parce la France de l'époque ne rechignait pas à enseigner l'arabe, deux heures par semaine. Mais, quand je suis arrivé à Paris, au Lycée Montaigne, on m'a expliqué que l'arabe n'avait aucun intérêt et je n'ai pas pu continuer à l'étudier... J'ai continué quand même à étudier l'islam. Et donc, par exemple, le Dictionnaire historique et critique de Bayle consacre le plus long de ses articles à Mahomet; Voltaire s'y intéresse aussi énormément. Plus récemment, l'universitaire Pierre-Olivier Léchet vient de faire paraître un très beau livre qui s'intitule Luther et Mahomet ⁶. L'étude que fait M. Léchet est passionnante parce qu'à l'époque de la Réforme, l'ennemi extérieur était

6. Léchet, Pierre-Olivier, *Luther et Mahomet : le protestantisme d'Europe occidentale devant l'Islam : XVI^e-XVIII^e siècle*, Paris, Les éditions du Cerf, 2021. Voir aussi les travaux de John Toland, *Mahomet l'Européen*, Paris, Albin Michel, 2018 et *Les Sarrasins : l'Islam dans l'imagination européenne au Moyen-Age*, Paris, Aubier, 2003.

le Grand Turc. Il y avait donc un rapport entre l'évolution religieuse et les craintes politiques. Quand les Turcs sont aux portes de Vienne, la question qui se pose est : « est-ce que l'Europe va être islamisée ? » Ce qu'on entend dire par certains aujourd'hui, et que vous récusez comme je le récuse, renvoie à une très ancienne angoisse. En revanche, il y a aussi toute une réflexion plus positive, qui s'intéresse aux racines judaïques et chrétiennes de l'islam, dans un territoire où s'entrelaçaient le christianisme, le judaïsme et beaucoup de religions antéislamiques. Il y a de nombreux universitaires qui écrivent là-dessus, sur la base d'écrits, car les archives ne manquent pas. Les publications, depuis le VII^e siècle, sont nombreuses, et même les traductions ; il y a beaucoup de textes islamiques qui ont été traduits. On n'a pas besoin de connaître l'arabe pour lire le Coran. J'ai plusieurs versions du Coran en français et en anglais, parce que je ne lis pas assez bien l'arabe. Mais ces liens étroits entre ces trois religions, il faut que des gens comme vous les expliquent, les commentent, et les diffusent ; d'autant plus que beaucoup de gens n'ont même pas la moindre idée de ce qu'est le Coran : ils ne l'ont jamais lu. Comment s'y retrouver sans une étude approfondie ou une aide pédagogique ? Il faut aussi dire que la France, tout particulièrement, a un passé colonial tel que les études islamiques et l'étude de l'arabe ont été longtemps liées au colonialisme. J'étais sous-lieutenant en Algérie dans les années 1960 et je peux vous dire que les officiers des Affaires sahariennes connaissaient très bien l'islam et étaient de vrais savants. Ils n'étaient pas racistes, mais n'étaient pas très écoutés...

Je voudrais donc savoir si vous avez un point de vue sur cette question : de mon point de vue, les Allemands et les Anglais ont fait bien plus pour enseigner l'islam aux enfants. J'étais collégien en Écosse et, dans les cours d'histoire des religions, dans un collège protestant en Écosse, on étudiait l'islam parce que les liens sont très étroits. Donc je voudrais savoir ce que vous pensez de cette étude croisée, qui avait commencé avec Pierre Bayle et qui se développe beaucoup aujourd'hui, et s'il ne faudrait pas la diffuser beaucoup plus, parce que c'est une question d'intérêt national et politique.

Chems-eddine Hafiz : Cela fait à peine deux ans que je suis à la tête de la Grande Mosquée de Paris ; qui plus est, il y a eu la pandémie et le confinement donc je ne peux hélas pas tout faire, mais je peux vous dire d'ores et déjà qu'une meilleure connaissance de l'islam fait partie des cours que nous dispensons à l'institut Al-Ghazali : nous avons plus de 600 étudiant-e-s qui viennent, chaque année, s'efforcer de mieux comprendre ce qu'est la civilisation musulmane, la langue arabe et le Coran. Nous donnons des cours en langue française, à des personnes non musulmanes ou musulmanes ; la majorité sont des personnes non musulmanes qui viennent pour essayer de comprendre l'islam. Il faut savoir que le livre le plus lu, après la catastrophe du 11 septembre 2001, était le Coran. Mais il est certain que, lorsqu'on n'est pas accompagné, la lecture du Coran fatigue très vite, parce que ce n'est pas un récit simple, mais un texte de structure assez complexe ; il faut avoir vraiment une bonne connaissance des règles religieuses pour

l'appréhender dans sa vérité. Donc, j'essaie de faire cela et également d'éditer des textes.

Nous avons un certain nombre de projets pour donner la possibilité, à des jeunes et à des moins jeunes, de mieux comprendre ce qu'est la réalité de l'islam. Car il faut savoir aujourd'hui qu'Internet aussi bien que les librairies musulmanes, ici en France, sont encombrés par les doctrines islamistes. C'est un vrai problème. Et malheureusement, les maisons d'édition, aujourd'hui, après la pandémie, rencontrent vraiment des graves difficultés. J'ai voulu par exemple traduire Mohamed Abduh, qui est un des grands réformistes de la période de la Nahda, qui est un peu la Renaissance de l'islam. Mais le livre fait près de 800 pages et quand vous savez que la traduction d'une page de l'arabe au français coûte 50 euros, quelle maison d'édition pourrait accepter un tel coût? Il existe heureusement des exceptions, comme la maison Colombini, Frémeaux & Associés, Librairie sonore. Avec elle, nous avons signé un accord pour produire des CDs audio et le premier CD vient d'être réalisé sous la rubrique de l'islam des Lumières. Le professeur Ahmed Djebbar qui est professeur des universités et spécialiste des sciences en Islam a réalisé ce CD qui porte sur les grands savants de l'Islam ⁷.

Nous avons aussi des projets pour les jeunes à partir de l'âge 15 ans pour leur rappeler quels sont les vrais piliers de l'islam, car, là encore, on leur raconte souvent

7. Ahmed Djebbar, *Les savants de l'Islam*, Vincennes, Frémeaux & Associés, 2021

n'importe quoi ! Seulement, pour faire tout cela, il faut des moyens, il faut du travail, il faut beaucoup de temps. Le manifeste est là ; j'en ferai d'autres, nous effectuons un travail considérable, mais qui, hélas, n'est pas du tout remarqué dans les médias. Nous avons vraiment l'impression d'être inaudibles et de parler dans le vide. Nous avons ici, dans cette salle, une femme qui s'appelle Mme Najat Benali, qui est présidente d'une mosquée dans le 15^e arrondissement de Paris et qui est, en plus, la secrétaire générale de la Fédération des mosquées de Paris, mais aucun média n'en parle, aucun homme politique ne la connaît, personne ne vient visiter sa mosquée, alors qu'elle a des imams sous son autorité ! Tout ceci fait qu'on essaie de s'engager dans une autre démarche, plus en profondeur, mais qui demande aussi plus de temps. Je travaille avec des imams qui viennent d'Algérie et qui sont extrêmement bien formés : ils connaissent leur religion musulmane sur le bout des doigts. J'ai engagé un défi avec eux : lorsqu'ils arrivent ici, il faut qu'ils apprennent totalement le français et s'expriment au plus vite en français. Je suis un homme pragmatique et je me rends bien compte que je ne peux pas créer aujourd'hui, en un clin d'œil, l'imam modèle pour qu'il soit un imam de France. Il nous faudra au moins 15 ans pour qu'on ait des imams de France. Faisons-en sorte de pouvoir les avoir.

Sur les liens entre le judaïsme, christianisme et Islam, j'ai fait un séminaire spécial : il y a un verset coranique qui dit « le peuple que j'ai choisi comme peuple élu est le peuple juif ». Nous avons un verset coranique qui dit

cela, mais personne n'en parle ! Et, comme je le disais tout à l'heure, les références au judaïsme sont centrales dans le Coran, de même qu'il y a une sourate qui est consacrée exclusivement à Marie, et que Jésus Christ joue un rôle capital dans notre religion, à nous, musulmans. J'en parle tout le temps... Mais personne ne m'écoute... C'est pour cela que je m'adresse à vous tous en vous disant « écoutez-moi » ; car, quand on parle comme ça, Cnews préfère écouter et diffuser Éric Zemmour : elle n'écoute pas quelqu'un qui dit qu'il explique qu'il n'y a pas de problème séculaire entre juifs et musulmans. Ce qui est affligeant, c'est la manière dont les médias ne cessent de relayer simplement les informations les plus spectaculaires et caricaturales... Vous savez peut-être que, dans une synagogue, à Lille, juste après le rapport accablant du professeur Jean-Marc Sauvé sur les abus sexuels dans l'Église, en voyant l'archevêque de Lille qui avait le visage défait, j'étais tellement ému de voir cet archevêque si dépité que j'ai pris la parole en disant, par acte de solidarité : « moi aujourd'hui, Recteur de la Mosquée de Paris, dans cette synagogue, je me considère comme catholique ». Ça n'a pas raté, le lendemain, à la première page du journal *La Voix du Nord*, on écrivait : « le Recteur de la Grande Mosquée de Paris se déclare catholique »⁸. Et les islamistes n'ont retenu que ça... En France, nous avons vraiment besoin que nos jeunes musulmans – et pas simplement eux, à dire vrai – comprennent cette

8. « Je suis catholique » : à Lille, le touchant soutien du Grand recteur de la Mosquée de Paris : <https://www.lavoixdunord.fr/1080926/article/2021-10-07/je-suis-catholique-la-synagogue-de-lille-le-touchant-soutien-du-grand-recteur-de>

histoire étroite entre judaïsme, christianisme et islam. Je rappelle, à chaque fois, que l'islam est la dernière religion révélée du monothéisme et que, dans notre propre corpus coranique, il est bien précisé que le Prophète de l'islam vient à la suite des autres prophètes; il y a d'ailleurs un verset coranique qui le dit : « Comme je l'ai fait avec d'autres peuplades, et en envoyant d'autres envoyés, je t'ai envoyé toi, Mahomet, vers ton peuple, à toi, pour révéler le monothéisme ». Donc oui, on en parle énormément, mais, hélas, dans le climat actuel, on ne nous écoute pas beaucoup...

Martine Cohen⁹ : *J'ai deux questions. Vous avez dit que vous avez traduit la charte des imams de France en arabe et je voulais savoir comment vous avez traduit le mot «laïcité», qui est si difficile non seulement à traduire dans toutes les langues, mais à rendre pour ne pas passer pour antireligieux ou athée, dans les pays arabes notamment. Comment l'avez-vous traduit de votre côté, et comment cet imam ou ce responsable sud-marocain que vous avez cité, et qui vous a très mal traduit, l'avait-il traduit de son côté?*

Pour la deuxième question, vous avez parlé de réformes que vous avez entreprises dans l'enseignement à l'institut Al-Ghazali et j'aurais voulu savoir dans quel sens ces réformes ont été faites, en particulier sur la question

9. Sociologue émérite au CNRS (Groupe Sociétés, Religions, Laïcité), Membre du Conseil Scientifique de la revue Migrations-Société (Paris).

des rapports avec le judaïsme. Vous connaissez probablement le livre de Mei Bar-Asher sur Les juifs dans le Coran, publié en 2019¹⁰, qui souligne qu'en effet, dans le Coran, on parle beaucoup des juifs, et dans plusieurs sens différents. On les appelle Benei Israël et, dans ce cas-là, c'est plutôt positif et parfois, on les appelle Yahoud et, là, c'est plutôt négatif. Est-ce que, dans les réformes que vous avez entreprises, vous avez aussi le souci de mettre l'accent sur ces versets qui seraient à interpréter d'une autre manière, à être contextualisés? Il n'est pas question d'effacer, à mon sens, quoi que ce soit des écritures sacrées, mais plutôt de les interpréter d'une autre manière, de les contextualiser. Sur ce sujet, et de manière plus générale, quelles réformes avez-vous entreprises?

Chems-eddine Hafiz : Ce n'est pas moi qui ai traduit le texte, bien évidemment. J'ai chargé des arabisants de le faire; l'objectif était surtout de faire attention à la traduction des mots « islamiste » et « islamique ». La laïcité, elle, a été traduite par *al ilmania* ou *laiquia*. Mais la traduction de la charte avait surtout pour objectif de contrecarrer les islamistes qui, eux, avaient utilisé dans leur traduction l'expression « séparatisme *islamique* ». Le terme « laïcité » lui-même est assez bien connu dans le monde arabe et ne pose pas de difficultés en soi. Ses définitions, c'est une autre affaire; mais le terme lui-même ne pose pas de problème. Quant à votre question sur ce qui est écrit dans le Coran par rapport aux juifs, il

10. Bar-Asher, Meir M., *Les juifs dans le Coran*, Albin Michel, Paris, 2019.

faut tout d'abord indiquer que le Coran a été révélé au Prophète de l'islam durant 23 ans et que la révélation s'est faite, à travers l'ange Gabriel, à des moments bien précis, particuliers, et liés à des faits déterminés. C'est donc dans des circonstances très précises que les versets ont été révélés au Prophète de l'islam. Donc, il faut prendre cela en compte concernant les relations avec les juifs. Comme je vous l'ai dit, il y a un verset coranique qui déclare que le peuple juif est le peuple élu d'Allah : c'est la première des choses. Mais en même temps, par la suite, il y a des circonstances particulières qui font qu'il y existe des versets coraniques qui sont plus hostiles, parce qu'à un moment donné – notamment lorsque, lors des guerres de Médine, le Prophète organise la vie de la cité – certaines tribus s'attaquent à lui; mais elles ne s'attaquent pas à lui en tant que juifs contre musulmans : c'est un problème de pouvoir civil qui est engagé. Il y a aussi l'histoire du Veau d'or qui est rappelée dans le Coran : on interpelle Moïse sur ce fait – et il faut toujours se rappeler que Moïse a été le seul, d'après le Coran, à avoir rencontré Dieu, à être allé à la rencontre d'Allah, alors que le Prophète de l'islam n'en a pas bénéficié – la question posée est donc : comment se fait-il que Moïse aille jusqu'à la rencontre de Dieu et que le peuple juif qui était censé l'attendre, a préféré le Veau d'or? Il y a des interprétations diverses à partir de là. Mais, en même temps, que signifie contextualiser un livre, qui date du VII^e siècle, quelle que soit sa sacralité? Pour moi il est sacré pour les aspects culturels, qui m'intéressent dans ma pratique religieuse. Quand vous parlez de contextualisation, est-ce qu'on peut rappeler

des événements du VII^e siècle et les transposer aux XX^e et XXI^e siècles? Je trouve que cela n'a pas grand intérêt pour les pratiquants d'aujourd'hui.

Quant au sujet de notre programme : je ne vous cache pas que l'ensemble de notre programme de formation ne tourne pas autour du problème des rapports entre juifs et musulmans, il faut tout de même le préciser. Je suis en train de former des imams qui doivent absolument occuper une mosquée, parce qu'une mosquée sans imams c'est comme un avion sans pilote : nous avons besoin d'avoir des imams. Je vous ai dit que j'ai fait un séminaire pendant toute une journée sur les relations entre les musulmans et les juifs; je sais quelle est la situation, notamment dans les quartiers, et ce que je souhaite surtout, c'est d'aller vers les jeunes musulmans pour leur dire que, lorsqu'ils s'attaquent à des juifs, ils commettent une grave erreur, car ils ne sont pas leurs ennemis et ils ont une histoire commune, des prophètes communs, etc. Voilà mon message.

En ce qui concerne la réforme de la formation, voici quelques éléments. D'abord, mon prédécesseur, pour des raisons qui sont les siennes, avait décidé que, pour former des imams, il fallait cinq ans; je pense que ce n'est pas nécessaire et que trois ans sont largement suffisants, d'autant qu'on a un besoin pressant d'imams sérieux. Par ailleurs, aujourd'hui, je suis heureux d'avoir pu ouvrir des annexes un peu partout sur le territoire national, parce que les étudiants ne peuvent pas tous, financièrement, s'installer à Paris : nous connaissons la

cherté de la ville. Donc, j'étais à Lille, à Marseille, à Istres, aux Mureaux pour aller à la rencontre des éventuels candidats à notre cursus. Et, dans la formation, j'essaie d'abord de leur inculquer ce qu'est l'islam, ce qu'est la société civile, les règles de droit, qui sont essentielles, le fait que la loi de la République est au-dessus des lois divines. Mon prédécesseur avait invité des rabbins pour venir faire des formations et je pense que c'était une bonne idée et je le ferai de manière spécifique. Nous avons beaucoup d'échanges à ce sujet : je vous rappelle qu'il y a eu, à la Grande Mosquée de Paris, après juin 1967, le lendemain de la guerre des Six Jours, la création d'une association qui s'appelle la Fraternité d'Abraham, où il y avait le Grand rabbin de France, le recteur de la Grande Mosquée de Paris, le président de ce qui était à l'époque la Fédération Protestante de France. Ils avaient créé une association à la Grande Mosquée de Paris, qui existe toujours et qui est très active. Voilà les réformes qui ont été entreprises au niveau de cet apprentissage qui est nécessaire.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?
Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique
et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérard Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henri Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un «enjeu pluriel» pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrial

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard

-
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
 - Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
 - Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
 - Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
 - La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
 - Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
 - De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
 - Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
 - Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
 - La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
 - Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrrou
 - Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
 - À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
 - Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
 - L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
 - Handicap et République - Pierre Gallix
 - Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
 - Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
 - Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualezzi
 - Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
 - Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
 - L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
 - Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
 - De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry
 - L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
 - Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet

Les Carnets des Dialogues du Matin

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman

-
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
 - L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
 - L'avenir des villes - Thierry Paquot
 - L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
 - L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
 - L'avenir du populisme - Dominique Reynié
 - L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
 - L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
 - L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
 - L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
 - L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
 - L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
 - L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
 - L'avenir du pétrole - Claude Mandil
 - L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
 - L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
 - L'avenir du travail - Dominique Méda
 - L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
 - L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
 - L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
 - L'avenir du climat - Jean Jouzel
 - L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
 - L'avenir de la politique - Alain Juppé
 - L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
 - L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poirinal
 - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-Russes - S.E Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiite et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
 - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
 - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
 - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
 - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
 - L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot
 - L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin

-
- **Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?**
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
 - **L'avenir de la Corée du Nord** - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
 - **L'avenir de la justice sociale** - Laurent Berger
 - **Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ?** - Nicolas Arpagian
 - **L'avenir de la Bioéthique** - Jean Leonetti
 - **Données personnelles : pour un droit de propriété ?**
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
 - **Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ?** - Pierre Vermeren
 - **Turquie : perspectives européennes et régionales** - S.E. Ismail Hakki Musa
 - **Burn-out - le mal du siècle ?** - Philippe Fossati & François Marchand
 - **L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.**
Jean-Philippe Hubsch
 - **L'avenir du bitcoin et du blockchain** - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
 - **Le Royaume-Uni après le Brexit**
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
 - **L'avenir de la communication politique** - Gaspard Gantzer
 - **L'avenir du transhumanisme** - Olivier Rey
 - **L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?**
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
 - **La transformation numérique de la défense française** - Vice-amiral Arnaud Coustillère
 - **L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française**
Gérard Longuet
 - **L'avenir du Pakistan** - Ardavan Amir-Aslani
 - **Le corps humain et sa propriété face aux marchés** - Sylviane Agacinski
 - **L'avenir de la guerre économique américaine** - Ali Laïdi
 - **Construire l'économie de demain** - Jean Tirole
 - **L'avenir de l'écologie... et le nôtre** - Luc Ferry

Les Colloques de l'Institut Diderot

- **L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)**
- **Les 18-24 ans et l'avenir de la politique**
- **L'avenir de l'Afrique**

Manifeste contre le terrorisme islamiste

On regrette souvent que nos compatriotes musulmans ne se dressent pas davantage contre l'islamisme. Voilà un reproche qu'on ne peut pas faire à Chems-eddine Hafiz qui s'y attaque de front et le reconnaît lucidement : « Nous ne pouvons pas, en tant que musulmans, nous confiner dans le discours victimaire et faire mine de ne pas voir que certains de nos coreligionnaires continuent de menacer et de tuer au nom de notre religion. »

On verra que notre invité combat sur deux fronts : contre « le terrorisme qui se réclame de l'Islam », tout autant que contre « le racisme antimusulman ». Ces deux combats sont nôtres. On a le droit de critiquer l'Islam, pas celui de haïr ou de mépriser en bloc ceux qui s'en réclament. On a le droit d'être musulman en France, pas celui de violer, au nom d'une religion, les lois de la République.

Ces évidences, que je me contente de rappeler, n'en sont pas pour tout le monde. Aussi est-il important que le Recteur de la Grande Mosquée de Paris, au poste prestigieux qui est le sien, condamne toute forme de racisme, cela va de soi, mais aussi dénonce les ravages – notamment dans une partie de notre jeunesse – de l'islamisme, où il voit à juste titre une « idéologie mortifère », née « d'une vision à la fois littéraliste, radicale et violente » de l'Islam.

On ne peut que se réjouir de ce qu'il « ne cesse de marteler combien la Laïcité est une chance pour le culte musulman en France », et qu'il affirme avec force que sa religion « est parfaitement compatible avec la lettre et l'esprit de la République et de toutes les démocraties modernes ». Et on ne peut qu'admirer le courage qu'il lui faut – il fut « condamné à mort par un prédicateur » et vit sous protection policière – pour affronter ainsi, jour après jour et à visage découvert, les plus fanatiques de ses coreligionnaires.

André COMTE-SPONVILLE

Directeur général de l'Institut Diderot

Chems-eddine HAFIZ



Chems-eddine HAFIZ est Recteur de la Grande Mosquée de Paris, Avocat honoraire au barreau de Paris, membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH). Dernier ouvrage paru « Le manifeste contre le terrorisme islamiste. Écoutez-moi ! » (Erick Bonnier éditeur, 2021).

